

ARRETE N°062/R/24
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
JOURNEE MEMOIRE ABOLITION DE L'ESCLAVAGE
(1/2)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE GRABELS

VU le Code des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1 et L2212-2, L2213-1 et L2213-2

VU le Code de la Route,

VU le Code Pénal,

VU la demande de la Municipalité de Grabels, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour « la journée mémoire de l'esclavage » dans le parc du Château de Grabels, le samedi 04 mai 2024 de 14h à 22h30,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer cet événement pour assurer la sécurité des personnes participantes,

ARRETE

ARTICLE 1 : *La municipalité est autorisée à occuper le domaine public comme convenu ci-dessus, le samedi 04 mai 2024 de 14h00 à 22h30 dans le parc du Château de Grabels.*

ARTICLE 2 : *Afin de préserver la tranquillité publique, la manifestation doit se dérouler de manière à ne pas gêner le voisinage particulièrement en matière de bruit. La Municipalité devra procéder à l'information des riverains. Les affiches annonçant cette manifestation devront être retirées par les organisateurs avant leur départ.*

ARTICLE 3 : *Le pétitionnaire a fait appel à un traiteur « Chez Festa » pour lequel il reste responsable et a en charge de vérifier la validité des documents, déclaration d'activité et d'assurances. Un débit de boisson temporaire de 3^{ème} groupe (<18°) n°04 a été délivré pour cette manifestation à Mme CASIMIR Festa.*

ARTICLE 4 : *A l'issue, le pétitionnaire s'engage à restituer les lieux propres.*

ARTICLE 5 : *Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.*

ARTICLE 6 : *En cas de rixe, tumulte, etc... il sera pris immédiatement toutes dispositions pour arrêter cette activité et sa reprise éventuelle ne se fera que sur avis des forces de police et sur ordre de Monsieur le Maire ou de son représentant, qui prendront les mesures d'opportunités nécessaires au bon déroulement de cet événement.*

ARTICLE 7 : *Le pétitionnaire est responsable de tout accident ou dommage qui pourrait résulter de l'occupation du domaine public.*

ARRETE N°062/R/24
(2/2)

ARTICLE 8 : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment, sans indemnités, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 9 : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le pétitionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera transmis pour exécution :

- Au pétitionnaire,
- Au Directeur des Services Techniques municipaux,
- Au Chef de poste du service de Police Municipale,
- A Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de St Gély du Fesc.

Fait à Grabels, le jeudi 02 mai 2024

Pour le Maire et par délégation
L'Adjoint
Jean-Pierre OLIVARES



Acte rendu exécutoire :

Publication ou notification le :

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte. Il informe que la présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, ce dernier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut être introduit un recours gracieux auprès du maire de la commune de Grabels pendant le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant celui-ci équivaut à une décision implicite de rejet susceptible elle-même d'un recours contentieux dans les délais précités (article R421-1 et 421-2 du code de la justice administrative). La présente décision est publiée au recueil des actes administratifs.

Signature

Cachet